



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Phase candidatures

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

RÉHABILITATION ET EXTENSION DU CENTRE NAUTIQUE PIERRE TOINOT À SENS

n° A04-25

Date et heure limites de réception des candidatures :
Lundi 15 septembre 2025 à 12h00

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais
21 BOULEVARD du 14 juillet
89100 Sens













L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE		
	Objet	Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et extension du centre nautique Pierre Toinot à Sens pour le compte de l'Agglomération du Grand Sénonais
	Mode de passation	Procédure formalisée restreinte
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini dans le RC
	Négociation	Sans
	Visite sur site	Sans

TABLE DES MATIERES

1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2. OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	4
3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
4. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	6
5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	7
6. CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
7. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES	9
8. CRITÈRES DE NOTATION DES OFFRES	11
9. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
10. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	13
11. PROCÉDURES DE RECOURS	13

1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom et coordonnées de la maîtrise d'ouvrage :

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais
21 BOULEVARD du 14 juillet
89100 Sens

Site internet : <https://www.grand-senonais.fr>
Profil acheteur : <https://marches.ternum-bfc.fr>

Assistant à maîtrise d'ouvrage :

PROCESS
3 rue du Haut Martin
78125 Émancé

2. OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

2.1. Objet du marché

La présente consultation est organisée en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et extension du centre nautique Pierre Toinot à Sens pour le compte de l'Agglomération du Grand Sénonais.

Adresse : 78 ter rue René Binet 89100 Sens

2.2. Procédure de passation

Le marché de maîtrise d'œuvre, répondant à un besoin supérieur ou égal aux seuils de procédure formalisée, relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique (CCP).

La consultation porte sur un appel d'offres formalisé restreint de maîtrise d'œuvre, lancé conformément à l'article L2124-2 du CCP et organisé selon les dispositions des articles R2161-6 à R2161-11 et R2124-2 (2^e) du Code de la commande publique.

Le CCAG de référence est le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG/MOE (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 - NOR : ECOM2106877A).

2.3. Décomposition des missions du maître d'œuvre

Chaque élément de mission sera considéré comme une partie technique et sera assorti d'un montant.

Les missions de maîtrise d'œuvre qui seront confiées au titulaire du marché comprennent :

Les missions de base de maîtrise d'œuvre :

- ☒ Études de diagnostic (DIA)
- ☒ Études d'Esquisse (ESQ)
- ☒ Études d'Avant-Projet Sommaire (APS)
- ☒ Études d'Avant-Projet Définitif (APD)
- ☒ Études de Projet (PRO)
- ☒ Assistance à la passation des marchés de travaux (AMT)
- ☒ Études d'Exécution et de Synthèse (EXE)
- ☒ Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)
- ☒ Assistance aux opérations de réception (AOR)

Les missions complémentaires suivantes:

- ☒ Mission de Coordination du système de sécurité incendie (SSI)

2.4. Nomenclature communautaire

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

- 71221000-3 Services d'architecture pour les bâtiments
- 71222000-0 Services d'architecture pour la conception d'ouvrages extérieurs
- 71300000-1 Services d'ingénierie

2.5. Marché de prestations similaires

L'acheteur se réserve le droit de conclure un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique".

2.6. Présentation du projet

2.6.1. Les grandes orientations du projet

Cette opération vise à concevoir et assurer le suivi des travaux de réhabilitation technique du centre nautique Pierre Toinot, qui comprendra également la création d'un bassin de nage complémentaire couvert et l'amélioration de l'offre de plein-air.

La réhabilitation concernera les espaces couverts, les espaces extérieurs et les installations techniques de l'équipement.

2.6.2. Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de 10 500 000 €HT, en date de valeur du mois d'Avril 2025.

2.6.3. Calendrier prévisionnel de l'opération

La notification et le démarrage de la mission du maître d'œuvre sont prévus en Janvier 2026.

La date prévisionnelle de livraison de l'ouvrage objet de l'opération de travaux est souhaitée pour le mois de Juin 2028, selon le planning prévisionnel suivant :

- Désignation du titulaire : Janvier 2026
- Démarrage prévisionnel des travaux : Avril 2027
- Durée prévisionnelle des travaux : 14 mois

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, incluant les éléments de mission réalisés pendant l'année de parfait achèvement et d'éventuelles missions complémentaires postérieures est estimée à 26 mois.

3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Forme juridique de l'attributaire

La personne publique autorise les candidats à présenter leurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 2142-21.

En cas d'attribution du marché à un groupement, celui-ci devra être conjoint et le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

3.2. Déroulement général

La consultation est organisée en deux phases :

- › **Première phase** : les candidats remettent un dossier de candidature complet permettant de vérifier les conditions de participation et de mettre en œuvre les critères de sélection définis dans le présent règlement de la consultation, en vue de retenir 5 participants, sous réserve d'une concurrence suffisante.
- › **Deuxième phase** : les participants remettent une offre dont les éléments seront précisés dans le règlement de consultation phase offres.

Dans le cadre de la phase candidature, ces dernières seront examinées sur la base des critères de notation définis au présent règlement de la consultation - phase candidature - puis classées. Les candidats admis à participer à la phase offre le seront sur la base des procès-verbaux et du rapport d'analyse des candidatures.

3.3. Indemnités

Chaque candidat admis à participer à la phase offre qui aura remis les éléments demandés au règlement de la consultation phase offres, recevra une indemnité d'un montant maximum de :

- **15 000 € HT**, soit 18 000 € TTC.

L'indemnité versée au titulaire sera intégrée à ses honoraires : elle constituera dès lors un acompte sur sa rémunération prévue au titre du marché de maîtrise d'œuvre. Pour les candidats non retenus, l'indemnité vaudra solde de tout compte.

3.4. Décomposition du marché

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L2113-11 2° du code de la commande publique. En application de l'article L2431-1 du code de la commande publique, la mission de maîtrise d'œuvre est globale et doit donc faire l'objet d'un contrat unique.

La présente consultation n'est pas décomposée en tranches. À titre d'information, la répartition en pourcentage du montant prévisionnel des travaux est la suivante :

- › **A1 - REHABILITATION DES ESPACES COUVERTS** : travaux sur les locaux & ouvrages existants (hors installations techniques), environ 36% du montant prévisionnel des travaux
- › **A2 - REHABILITATION DES ESPACES EXTERIEURS** : travaux sur les locaux & ouvrages existants (hors installations techniques), environ 17 % du montant prévisionnel des travaux
- › **A3 - REHABILITATION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES** : toutes zones confondues, environ 24% du montant prévisionnel des travaux
- › **B1 - CONSTRUCTION NEUVE** : Extensions, environ 23% du montant prévisionnel des travaux

4. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1. Durée du marché

Les délais d'exécution des prestations courent à compter de la date fixée sur l'ordre de service de démarrage correspondant. Le marché prend fin au terme de la période de Garantie de Parfait Achèvement ou de sa prolongation le cas échéant par le pouvoir adjudicateur.

4.2. Démarrage prévisionnel des travaux

A titre indicatif, il est prévu un démarrage des travaux en **avril 2027**.

4.3. Délai de validité des candidatures

Le délai de validité des candidatures est de 120 jours (4 mois) à compter de la date limite de réception des candidatures.

4.4. Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

5.1. Contenu du dossier

Le dossier de consultation publié sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage comporte les documents suivants :

- › le présent règlement de la consultation
- › Le tableau synthétique de présentation des candidatures - Cadre de réponse n°1
- › Le tableau synthétique de présentation des références - Cadre de réponse n°2
- › Le formulaire DC1
- › Le formulaire DC2
- › Le formulaire DC4
- › L'attestation sur l'honneur

5.2. Modification de détail au dossier

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6. CONDITIONS DE PARTICIPATION

La consultation s'adresse aux candidats remplissant les conditions de participations définies ci-dessous, en termes d'organisation, de capacités juridique, technique, professionnelle, économique et financière.

Conformément à l'article R. 2142-25 du CCP, en cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement, l'appréciation des capacités est globale.

Ne peuvent être admises ni à concourir ni à participer aux missions de maîtrise d'œuvre, les personnes ayant pris part à l'organisation de la consultation ou à l'élaboration du programme, ainsi que leurs associés ou leurs salariés ou de manière plus générale toute personne susceptible d'être en situation de conflit d'intérêts au sens de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, conformément à l'article L. 2141-10 du CCP.

En application de l'article L. 2141-11 du CCP, l'acheteur qui envisage d'exclure un opérateur économique sur le fondement de l'alinéa précédent le met à même de présenter ses observations, afin d'établir dans un délai raisonnable et par tout moyen qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation à la consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

6.1. Conditions propres aux candidatures en groupement

6.1.1. Exigences quant au mandataire

En application de l'article R. 2142-4 du CCP, un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

En cas de candidature d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire. Le mandataire du groupement sera impérativement architecte.

6.1.2. Candidatures multiples

En application de l'article R. 2142-21 du CCP, un membre d'un groupement, autre que le mandataire, est autorisé à figurer dans plusieurs groupements.

6.1.3. Recours à la sous-traitance et aux capacités d'autres opérateurs économiques

En application de l'article R. 2142-3 du CCP, pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut recourir à la sous-traitance ou avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent.

En application de l'article 37 du code de déontologie des architectes, il est toutefois rappelé aux candidats, que l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission d'établissement du projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire, définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

6.2. Capacités juridiques

Les candidats ne peuvent entrer en aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du CCP. Lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire, il est dans l'obligation de préciser à quel stade en est la procédure.

6.3. Capacités économiques et financières

6.3.1. Garanties économiques et financières

Le candidat doit présenter des garanties économiques et financières suffisantes en rapport aux prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre. En application de l'article 3 de l'ordonnance du 17 juin 2020, l'acheteur ne tiendra pas compte des variations de chiffre d'affaires consécutives à la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

Les opérateurs économiques nouvellement créés doivent apporter la preuve de leurs capacités financières par tout moyen de preuve approprié, notamment par une déclaration appropriée de banques.

6.3.2. Assurances pour les risques professionnels

Conformément à l'article R. 2142-12 du CCP, l'acheteur exige des candidats qu'ils disposent d'une assurance permettant de couvrir les risques liés à l'exercice de la maîtrise d'œuvre et présentant un niveau de garanties approprié et suffisant pour la mission de maîtrise d'œuvre consécutive à l'appel d'offres.

6.4. Capacités techniques et professionnelles

6.4.1. Aptitude à exercer la profession d'architecte

En application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un cotraitant du groupement, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée.

6.4.2. Niveau de compétences minimal exigé

Le candidat réunira impérativement les compétences suivantes :

- ❑ **Un architecte** (mandataire du groupement) : architecte inscrit à l'Ordre des Architectes ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85/384/CEE du 10/06/1985.
- ❑ **Un économiste de la construction**
- ❑ **Un ou plusieurs BET spécialisés dans les domaines suivants :**
 - **Traitement d'eau Piscine**
 - **Traitement d'air Piscine et déshumidification**
 - **Structure**
 - **VRD**
 - **Électricité**
 - **Chauffage - Thermie - Ventilation - Plomberie**

Étant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

L'identification et la composition précise de l'équipe de maîtrise d'œuvre sera impérativement présentée sur le tableau joint en annexe du présent règlement (Cadre de réponse 1).

7. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

7.1. Présentation des candidatures

En application des articles R2142-14 et suivants du code de la commande publique les candidats auront à produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes :

7.1.1. Pièces administratives

- La candidature est présentée soit sous la forme des formulaires DC1, DC2 et DC4 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME).
- Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat tels que définis par les articles R. 2142-6 et suivants du Code de la Commande Publique et par l'arrêté du 23 mars 2019 fixant la liste des renseignements pouvant être demandés aux candidats à un marché public, à savoir :

- **Lettre de candidature et interdictions de soumissionner** : un formulaire DC1 dernière version du 04/04/2019, dûment complété, ou un ou plusieurs documents contenant les mêmes informations, en particulier la déclaration sur l'honneur pour justifier que la candidat n'entre dans aucun cas d'exclusion de la procédure de passation prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique ; être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement est admis à la procédure de redressement judiciaire, il devra le mentionner, et prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

- **Capacité économique et financière** :
 - Un formulaire DC2 dernière version du 04/04/2019 dûment complété, ou un ou plusieurs documents équivalents, contenant les renseignements demandés aux fins de vérification de la capacité des candidats : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début de l'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

En application de l'article R.2143-12 du Code de la Commande Publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces

opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

- **Références professionnelles et capacités techniques :**

- Une liste des principales références comparables livrées au cours des trois (3) dernières années ou en cours de réalisation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et les renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré. Toutefois, les candidats doivent fournir impérativement l'ensemble des informations nécessaires à la consultation des outils numériques et l'accessibilité doit être gratuite et en ligne.

Le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en format papier établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés au présent article. Le pouvoir adjudicateur accepte le document unique de marché européen électronique qui constitue un échange de données structurées.

Les entreprises nouvellement créées sont invitées à produire les références professionnelles ou les diplômes de leurs responsables, ainsi que tous les documents prouvant la capacité économique et financière et/ou les capacités techniques et professionnelles pour l'exécution du marché.

Si l'opérateur économique s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner dans son formulaire DC2 (rubrique E) et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations.

Demande de régularisation :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous, qu'il fixera.

7.1.2. Pièces techniques

1. Note de motivation du candidat :

Note de 1 page recto-verso maximum (format A4) présentant la motivation du candidat, sa compréhension du contexte et son approche architecturale.

2. Fiche de synthèse :

La fiche de synthèse est impérativement complétée par le candidat et présente également une sélection de 3 références comparables livrées ou en cours de réalisation, de moins de 5 ans, pour chacun des membres de l'équipe. La fiche de synthèse jointe en annexe n°1 est à renseigner obligatoirement et à produire au format Excel.

3. Fichier de présentation des références de l'architecte mandataire :

3 diapositives présentant les trois références sélectionnées par l'architecte mandataire dans la fiche de synthèse et précisant les caractéristiques principales des opérations illustrées d'une ou plusieurs vues. Le fichier de présentation des références joint en annexe n°2 est à renseigner obligatoirement et à produire au format Powerpoint.

7.2. Critères de sélection des candidats

En application de l'article R2144-7 du code de la commande publique, le candidat qui n'a pas la qualité pour présenter une offre ou dont les niveaux de capacités demandés sont insuffisants sera éliminé.

Toutefois, en application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux entreprises dont la candidature est incomplète de fournir les justificatifs manquants dans un délai qui ne saura être inférieur à 5 jours calendaires.

Il sera ensuite procédé à l'examen de la conformité administrative des pièces du dossier demandées dans le présent règlement de consultation. Les candidats qui ne satisfont pas aux conditions minimales, notamment en, détenant les compétences exigées à l'article 4.1 fixées par le présent avis, seront écartés.

Le jugement des candidatures sera effectué à partir des critères pondérés suivants :

Critères	Pondération	Détail
Critère n°1 : Qualité et adéquation des références fournies	60 %	La qualité des références architecturales fournies comparables à l'objet de la consultation (3 références de moins de 3 ans, réalisées ou en cours de réalisation, hors concours non retenu, comparables à l'objet du marché pour chacun des membres du groupement)
Critère n°2 : Capacité professionnelle et technique du candidat ou du groupement	40 %	La qualité et la capacité globale du candidat ou du groupement appréciées à partir de la pertinence de la composition et de l'organisation de l'équipe, des moyens humains et matériels, de la capacité économique et financière.

Le nombre de candidats admis à concourir est de **5**, sauf si le nombre de candidats satisfaisants aux critères de sélection est inférieur.

8. CRITÈRES DE NOTATION DES OFFRES

Les présents critères de notation des offres, détaillés ci-dessous, seront repris au règlement de consultation - Phase offre qui sera remis aux candidats admis à concourir :

Critères	Pondération	Détail
Critère n°1 : Qualité de la réponse au programme	25 %	Qualité architecturale et paysagère du projet et relation au site, organisation fonctionnelle et qualité d'usage
Critère n°2 : Qualité technique du projet	25 %	Qualité et pertinence des solutions techniques proposées
Critère n°3 : Planning générale du projet	10 %	Cohérence et respect du planning proposé.
Critère n°4 : Économie générale du projet	40 %	Cohérence et respect de l'enveloppe prévisionnelle

9. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

9.1. Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.ternum-bfc.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais
21 BOULEVARD du 14 juillet
89100 Sens

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats. Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

9.2. Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

9.3. Signature

La signature de l'offre dématérialisée est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

L'acheteur laisse la possibilité aux candidats de signer les candidatures et offres via une signature électronique ou manuscrite des documents, puis de les scanner afin qu'ils soient intégrés sur le profil d'acheteur.

De même, en cas de candidature d'un groupement, l'acte d'habilitation du mandataire à signer le marché au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement peut être signé électroniquement ou de manière manuscrite, puis scanné pour une transmission électronique. Dans ce cas, le mandataire

devra pouvoir produire sans délai l'original sous sa forme native (sous format papier ou électronique) sur demande du pouvoir adjudicateur.

Si le candidat opte pour la signature électronique, les candidatures et offres devront être signées au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Économie et des Finances du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit "eIDAS".

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1er octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.ternum-bfc.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

11. PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Dijon
22 rue d'Assas BP 61616
21000 DIJON
Tél : 03 80 73 91 00
Télécopie : 03 80 73 39 89
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.